



# COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lénine)

Dans le prolongement de la guerre génocidaire menée de l'Etat sioniste :

## **Une fois de plus, le Moyen-Orient est menacé d'être plongé dans la barbarie**

Au moment où cet article est écrit, la guerre génocidaire que l'État colonial, raciste et meurtrier d'Israël mène depuis près de 20 mois contre le peuple palestinien n'a jamais été aussi épouvantable.

Depuis le 18 mars, l'offensive contre la Bande de Gaza a repris, accompagnée d'annonces transparentes des dirigeants israéliens : « *Ce qui s'est passé à Gaza n'est que le début, les négociations ne se dérouleront que sous le feu* » (Netanyahu). Il n'est en réalité pas question de « négocier » quoi que ce soit : les « conditions » énoncées par Israël sont méthodiquement définies et revues à la hausse pour « justifier » la poursuite de l'offensive génocidaire. Netanyahu n'a que faire des derniers « otages » israéliens que le Hamas se disposait à libérer. L'objectif est l'extermination des Palestiniens de Gaza ou leur expulsion.

Ainsi, les troupes sionistes procèdent au découpage de larges « zones tampons » sur une bande de Gaza déjà surpeuplée, tout en frappant où et quand bon leur semble. Alors que toutes les infrastructures sanitaires ont été ravagées depuis longtemps, plus aucun convoi d'eau et de nourriture n'entre dans ce territoire qui mérite plus que jamais l'appellation de « camp de concentration à ciel ouvert ». Il est donc inutile de suivre le décompte morbide des victimes « officielles » que les médias bourgeois s'évertuent à discuter : ce sont plus de deux millions de Palestiniens qui sont confrontés à une menace d'extermination imminente.

Netanyahu peut se targuer d'agir en « parfaite coordination » avec la nouvelle administration Trump. Dès février, le nouveau président américain avait accordé à Netanyahu le plus explicite des feux verts en exposant cyniquement son « projet » de transformer la Bande de Gaza, vidée de sa population, en station balnéaire. L'organisation de la famine à Gaza est explicitement approuvée par Washington, dont le représentant juridique auprès de l'ONU, Josh Simmons, a déclaré : « *Il est clair qu'Israël n'a aucune obligation d'autoriser l'UNRWA [l'organisme chargé de l'aide aux réfugiés palestiniens, ndlr] à fournir une assistance humanitaire* ».

La mise en scène d'un « cessez-le-feu » immédiatement consécutif à l'élection de Trump, le 19 janvier, s'avère n'avoir visé qu'un objectif essentiel : promouvoir l'idée que l'impérialisme américain, sous l'égide de son nouveau président, contrôlait la situation au Moyen-Orient. Une idée qui doit être remise en question.

## **Des répercussions dévastatrices dans toute la région**

Trump accède à la présidence des Etats-Unis alors que l'offensive déclenchée par l'État sioniste contre le peuple palestinien a d'ores et déjà eu des répercussions dévastatrices sur la région. Le Liban, déjà en proie à une crise économique majeure, est ravagé par les frappes israéliennes, qui continuent malgré la proclamation officielle d'un « cessez-le-feu » il y a plus de cinq mois. Le « coup » audacieux de la milice sunnite Hayat Tahrir e Cham (HTS) en Syrie, aboutissant à l'effondrement du régime de Bachar al Assad à bout de souffle, dessine petit à petit la perspective d'une résurgence de la guerre civile dans ce pays. Les masses iraniennes, déjà meurtries par les conséquences mortifères des « sanctions » américaines, vivent sous la terreur des menaces d'agression militaire proférées par l'État sioniste, à peine endiguées par Washington.

L'impérialisme américain, que ce soit sous la direction de Biden ou celle de Trump, soutient inconditionnellement l'État sioniste à tous les niveaux. Mais dans l'immédiat, cela contraint l'administration Trump à revenir, petit à petit, sur sa politique de désengagement militaire croissant de la région. 22 ans après l'invasion de l'Irak, l'impérialisme américain ne parvient toujours pas à se dégager du borborygme sanglant que son intervention a engendré. Au contraire, et à son corps défendant, l'administration Trump se voit contrainte de redéployer des moyens considérables au Moyen-Orient, et d'y intervenir directement.

Ainsi : alors que Trump déclarait le 20 janvier vouloir revenir sur la plupart des subventions américaines aux États de la région, à l'exception d'Israël, Washington doit finalement confirmer intégralement ses subventions à la Jordanie par crainte d'une déstabilisation de ce pays. Alors que, depuis 2020, l'exécutif américain ne cessait de vouloir rogner ses aides au régime égyptien en arguant des violations indéniables des « droits humains » par la dictature de Sissi, l'administration Trump considère désormais que les « droits humains » sont pleinement respectés en Égypte... et assure le versement intégral des subventions au régime militaire de ce pays.

La guerre génocidaire de L'État sioniste à Gaza a depuis longtemps franchi un point de non-retour : Gaza est devenu invivable, ce qui conduit Trump à soutenir la perspective du « transfert » des Palestiniens vers les pays voisins. Mais ces derniers sont incapables d'assimiler des millions de réfugiés palestiniens et gardent en mémoire les conséquences de la Nakba de 1948 : la lutte du peuple palestinien pour la libération de la Palestine a occupé les avant-postes de la lutte révolutionnaire des masses de toute la région, pendant des décennies. À ce jour, ces États et les divers « sommets arabes » continuent de s'y opposer, quitte à brandir cyniquement la chimérique perspective d'une « solution à deux États ».

A ce stade, Trump s'évertue à « limiter les frais » que lui occasionne l'emballement meurtrier de son poulain israélien : il sait que l'impérialisme américain ne pourrait supporter durablement un nouveau scénario à l'irakienne et se garde bien, par exemple, de remplumer le maigre contingent américain en Syrie. Mais l'alternative, dans le contexte du déchaînement de l'hystérie meurtrière sioniste, pourrait bien s'avérer être une politique de « terre brûlée ».

Mais encore : c'est un fait que l'impérialisme américain, flanqué de l'impérialisme anglais, intervient directement dans la région à travers les frappes dirigées contre le Yémen et les troupes houthistes qui occupent le territoire historique du « Yémen du Nord » et la capitale Sanaa - avec en ligne de mire l'Iran dont les dirigeants soutiennent ces troupes.

### **Du côté des houthistes du Yémen: une guerre juste**

Il faut à cet égard caractériser le mobile invoqué par l'impérialisme américain - mais aussi par les puissances impérialistes d'Europe et par le prétendu « droit international » - pour « justifier » la condamnation des houthistes : la « liberté de circulation » en Mer Rouge.

Les houthistes mènent en effet depuis le 7 octobre 2023 des attaques à l'encontre des navires marchands et militaires qui circulent dans les eaux territoriales du Yémen pour approvisionner et soutenir l'État sioniste. Ces opérations suscitent un soutien populaire certain au Yémen, exprimé par des manifestations massives à Sanaa.

Et pour cause : la Mer Rouge, où transite 10% du commerce mondial et 10% du trafic pétrolier, est délimitée au Nord par le canal de Suez et au sud par le détroit de Bab el Mandeb, dans les eaux territoriales yéménites. Les puissances impérialistes se sont toujours battues avec acharnement pour avoir le contrôle de ces points de passage : dès 1956, les troupes des impérialismes français et anglais, flanquées des troupes de l'État sioniste, ont tenté d'annexer purement et simplement le Canal de Suez en réponse à la nationalisation décidée par Nasser.

De même, alors que le nord du Yémen avait accédé à une indépendance formelle depuis la fin de l'Empire ottoman, en 1918, l'impérialisme anglais avait veillé à maintenir sa tutelle coloniale sur le sud du pays, garantissant sa mainmise sur la production d'hydrocarbures et le

transport maritime. Le sud du Yémen n'a acquis son indépendance qu'en 1967 : un événement politique qui a à l'époque galvanisé les masses de tout le Moyen-Orient.

Sur l'autre rive du détroit de Bab el Mandeb se trouve l'État-garnison de Djibouti, où sont aujourd'hui massées des troupes affiliées à toutes les puissances impérialistes. En parallèle au dispositif de l'impérialisme américain, l'Union européenne commande deux opérations militaires navales en Mer Rouge : les opérations Apsides et Atalante, sous commandement de l'impérialisme français.

La « liberté de circulation » que revendique Trump n'est autre que la « liberté » d'exploiter et d'opprimer les peuples d'Afrique et du Moyen-Orient. Cette « liberté » ne s'applique pas à l'Iran, meurtri par les « sanctions » américaines et par de multiples embargos, pas plus qu'elle ne s'est appliquée à l'Irak au lendemain de la guerre du Golfe. Elle ne s'applique pas non plus au peuple palestinien, à qui l'État sioniste refuse tout ravitaillement par la mer.

La guerre inégale que les troupes houthistes mènent contre les manœuvres impérialistes en Mer Rouge est une guerre juste, une guerre qui suscite probablement la sympathie parmi les masses du Moyen-Orient.

### **L'Iran dans la ligne de mire**

À travers le Yémen, Trump prétend accentuer la pression sur l'Iran en vue de conclure un « accord » sur le nucléaire iranien : c'est pourtant lui qui, lors de son premier mandat, a déchiré l'accord précédent, conclu en 2015 avec l'administration Obama et l'Union européenne. Des négociations directes se sont engagées entre l'impérialisme américain et le régime iranien au cours du mois d'avril, après 45 ans de rupture diplomatique entre les deux pays. Ce faisant, Trump évince encore davantage ses concurrents européens du Moyen-Orient.

Mais le flou le plus total subsiste quant aux concessions que Trump entend obtenir. Dans la longue interview qu'il a accordée au *Time Magazine*, le 25 avril, il déclare : « *Je dirais que Biden est plus coupable [de la situation à Gaza, ndlr] que quiconque, parce que j'avais obtenu, comme vous le savez, que l'Iran soit en faillite, et il leur a permis de devenir riches.* » Il souffle ensuite le chaud et le froid : « *Je n'ai pas stoppé [Israël dans ses velléités d'attaquer l'Iran] mais je ne leur ai pas facilité la tâche, parce que je pense qu'on peut avoir un accord sans attaque. J'espère qu'on le pourra.* » Il précise plus loin : « *Je pourrais y aller résolument [à la guerre, ndlr] si nous n'avons pas d'accord. Si nous n'avons pas d'accord, je dirigerai la coalition* ».

Les déclarations de Trump sont aussi contradictoires que celles de son administration, très divisée : « *Pour l'instant, l'approche américaine se distingue surtout par son inconsistance* » (Jean-Loup Samaan, chercheur associé à l'Atlantic Council, à France24,18/4/2025). Si la capacité militaire de l'impérialisme américain, flanqué d'Israël, à écraser l'Iran ne fait aucun doute, Washington n'a pas de solution de rechange sérieuse pour remplacer la République islamique. La bourgeoisie américaine n'a aucun intérêt à réitérer en Iran le fiasco irakien de 2003 : et bien moins encore qu'en 2003, elle ne serait en mesure de supporter le poids d'une occupation militaire. Pour autant, il lui faut endiguer l'hystérie meurtrière de l'État colonial sioniste, relayée par de larges fractions de son administration (les « faucons »), et les conséquences dévastatrices de la guerre génocidaire contre le peuple palestinien dans toute la région.

De son côté, le régime iranien est à bout de souffle, miné par les conséquences économiques des sanctions imposées par Washington, durement atteint dans son influence régionale par les frappes d'Israël sur le Liban et la chute du régime syrien. Plus que tout autre, un chiffre donne la mesure de cet état de faiblesse : alors que les dépenses militaires des États à l'échelle mondiale ne cessent de s'accroître, celles de l'État iranien ont chuté de 10% en 2024, ce qui en dit long sur les coups portés aux conditions de vie des masses iraniennes et les racines de la mobilisation de la jeunesse d'Iran en 2022-2023. Le régime iranien, qui a validé l'élection d'un président « réformateur » ouvert à l'Occident en juillet 2024, ne

demande vraisemblablement qu'à « trouver un accord » lui permettant de réintégrer le marché mondial : reste à concilier un tel accord avec l'acharnement guerrier d'Israël.

La vérité est que Trump n'a actuellement pas de plan, pas de projet autre que de lutter vaillamment pour maintenir autant que possible la prééminence de l'impérialisme américain dans la région. Il procède par à-coups sous la pression contradictoire de son allié israélien, devenu son seul point d'appui réel, et de la nécessité de se dégager autant que possible, militairement, du Moyen-Orient.

### **Une situation profondément modifiée depuis vingt ans**

Il faut prendre en considération les modifications majeures qui sont survenues, depuis vingt ans, dans les mobiles qui conduisent l'impérialisme américain à intervenir au Moyen-Orient.

Depuis le premier « choc pétrolier » de 1973 jusqu'à la fin de l'aventure militaire sanglante impulsée par Georges W. Bush en 2003, l'impérialisme américain était largement motivé par sa dépendance à l'égard des hydrocarbures du Moyen-Orient. Ce n'est plus le cas depuis une quinzaine d'années : les trusts pétroliers américains, recourant massivement à l'extraction du pétrole de schistes et de sables bitumineux, sont devenus les premiers producteurs mondiaux. L'impérialisme américain est non seulement autosuffisant, mais aussi concurrent des autres pays producteurs... dont l'Arabie saoudite. Cette situation a nourri des divergences d'intérêt entre l'impérialisme américain et son « allié » traditionnel saoudien : officiellement dirigée contre la Russie qui refusait de se coordonner avec l'OPEP, l'opération de dumping pétrolier initiée par la monarchie wahabite en 2020 exerçait également une pression de fait sur l'impérialisme états-unien, en raison des coûts de production élevés du pétrole américain. Depuis, l'Arabie saoudite comme les Émirats se sont rapprochés diplomatiquement de la Russie... plantant une épine dans le pied de l'administration Biden, alors premier soutien du régime ukrainien.

Le plan de Trump, lors de son premier mandat, reposait largement sur la perspective d'une gouvernance du Moyen-Orient par un triumvirat constitué avec Israël et l'Arabie saoudite, évinçant les autres puissances impérialistes et l'ONU, et soudé par une animosité commune à l'encontre de l'influence iranienne dans la région. Dans cette optique, l'État sioniste comme l'État artificiel wahabite devaient endosser une part plus lourde du fardeau militaire dont l'impérialisme américain se délestait en proportion. Mais l'Arabie saoudite est ressortie échaudée, en 2022, de son enlèvement militaire au Yémen, après sept ans d'une guerre aussi ruineuse que meurtrière pour la population yéménite, provoquant des centaines de milliers de victimes... avec l'onction du « droit international » et le concours intéressé des trusts d'armement de tous les pays impérialistes. Depuis, l'Arabie saoudite prône le rapprochement diplomatique avec l'Iran, allant jusqu'à soutenir le maintien du régime de Bachar al Assad en Syrie (qui a été invité aux sommets de la Ligue Arabe à partir de 2023) jusqu'à sa chute récente.

### **Montée en puissance de l'impérialisme chinois**

Un autre développement majeur a eu lieu sur le terrain économique, en parallèle au processus de désengagement américain du Moyen-Orient sous Obama et Trump : l'impérialisme chinois - parfois flanqué de la Russie - s'est imposé comme un « partenaire économique » de premier plan dans toute la région, devançant dans bien des cas, sur ce terrain, l'impérialisme américain et les impérialismes d'Europe.

Tandis que l'impérialisme américain en difficulté contraint de se dégager du borbier irakien réduisait drastiquement sa dépendance pétrolière vis-à-vis du Moyen-Orient, la Chine est devenue le premier importateur mondial d'hydrocarbures en 2017. En 2020, il est devenu le premier « partenaire économique » des 6 pays du Conseil de Coopération du Golfe (CCG), à commencer par l'Arabie saoudite. La banque de données du FMI pour 2023 établit que la Chine est également devenue le premier « partenaire commercial » (importations et exportations cumulées) de l'Iran, de l'Irak et de la Jordanie, ainsi qu'une place non négligeable dans la plupart des autres pays.

Ces relations étroites ne sont pas restées limitées au seul commerce des produits pétroliers : la Chine a compensé sa dépendance aux hydrocarbures et sécurisé ses approvisionnements en fournissant abondamment ses partenaires en produits manufacturés et en technologies de pointe - y compris sur le terrain de l'armement, au grand dam de l'impérialisme américain. Elle a développé avec ces pays toutes sortes de partenariats : si les flux de capitaux entre la Chine et le Moyen-Orient restent inférieurs à ceux en provenance ou à destination des États-Unis ou de l'Union européenne, ils connaissent un essor spectaculaire.

Cette montée en puissance économique s'accompagne d'une discrète mais réelle montée en puissance diplomatique : comme la Russie, l'Iran n'a pu à ce jour résister aux sanctions des autres puissances impérialistes que grâce à ses échanges avec la Chine. C'est sous l'égide de la Chine qu'ont été orchestrés les rapprochements diplomatiques de l'Arabie saoudite avec l'Iran et la Russie : deux camouflets pour l'impérialisme américain. De même, l'impérialisme chinois a installé à Djibouti sa première base militaire hors de Chine, a déjà pu déployer des navires de guerre en Mer Rouge, négocie avec les Émirats l'installation d'une autre base navale à laquelle Washington s'oppose vigoureusement.

L'impérialisme américain est encore loin d'être supplanté dans la région : il y conserve une supériorité militaire écrasante, des implantations militaires et navales qui quadrillent toute la région, le poids que lui conservent ses relations étroites, à de multiples niveaux, et ses subventions massives aux États égyptien, jordanien, ou encore la forte dépendance stratégique des États de la péninsule arabique à son égard. Mais dans une situation où l'impérialisme chinois le devance sur le plan économique, ce gigantesque dispositif militaire tend à peser comme un poids mort sur l'économie états-unienne. Dans le même temps, les États de la région tendent à s'appuyer sur l'impérialisme chinois pour se dégager des relations que Washington leur a imposées.

### **L'Arabie saoudite et ses alliés rejettent le «transfert» des Palestiniens**

Il ne faut pas exagérer l'ampleur des divergences entre l'impérialisme américain et l'Arabie saoudite, déjà évoquées dans cet article. Le roi saoudien a salué l'élection de Trump, qui prétend avoir reçu la promesse de 1 000 milliards de dollars d'investissements saoudiens aux États-Unis. Cependant, à ce jour, l'impérialisme américain se heurte au refus saoudien de ratifier les « accords d'Abraham » et la « normalisation » de ses relations économiques et diplomatiques avec l'État sioniste.

Fin février, le régime saoudien a ainsi pris l'initiative d'un « sommet arabe » à Riyad, en opposition directe aux annonces de Trump sur l'expulsion des Palestiniens de Gaza. Il y réunissait, aux côtés des représentants du CCG, les représentants des principaux États concernés par ce « transfert » : l'Égypte et la Jordanie. Les participants ont opposé au projet de Trump celui d'un « plan alternatif » de reconstruction de Gaza et la réaffirmation de la pseudo-perspective d'une « solution à deux États ». Début mars, le sommet de la Ligue Arabe au Caire, plus large, sortait Mahmoud Abbas du grenier où Netanyahu l'avait remis et appelait à replacer les Palestiniens de Gaza - à leur corps défendant - sous la tutelle de l'« Autorité palestinienne », évinçant le Hamas. Dans la foulée, Abbas faisait « élire » à un poste de vice-président de l'« Autorité palestinienne » un candidat promu par les Émirats, fer de lance des accords d'Abraham : Hussein al-Cheikh, un cadre du Fatah « connu pour ses relations avec Israël et les États-Unis » selon le *Times of Israel*. Malgré toutes ces courbettes, Netanyahu s'est empressé de rejeter le « plan arabe ».

Il ne s'agit donc en rien d'un quelconque soutien au peuple palestinien : tous ces États, comme l'« Autorité palestinienne », collaborent avec Israël et Washington dans la répression du peuple palestinien et l'enfermement des habitants de la Bande de Gaza. La résistance impulsée par l'Arabie saoudite, reflétant celle de l'Égypte ou de la Jordanie, recouvre des objectifs plus mesquins : en continuant de brandir la chimère d'une « solution à deux États », à laquelle ils ne croient pas une seconde, les voisins de la Palestine peuvent continuer de s'opposer au « transfert » des Palestiniens sur leurs territoires. Que les Palestiniens de Gaza meurent de faim pendant ce temps-là est une autre affaire, dont ils n'ont cure.

C'est à cette résistance saoudienne que s'adosent les récentes déclarations de Macron en faveur d'une « reconnaissance » lointaine et hypothétique de l'« État palestinien » par l'impérialisme français : dans une situation où l'ONU a été définitivement mise au rencard par Washington, c'est l'occasion pour l'impérialisme français de retrouver une place dans la région, par les bonnes grâces hypothétiques de la monarchie wahabite. Plus important à ses yeux, Riyad peut également compter sur le soutien de l'impérialisme chinois, seule puissance impérialiste qui n'a pas exprimé son « soutien inconditionnel » à Israël après le 7 octobre 2023 et exprime discrètement, mais régulièrement sa critique de la guerre génocidaire – non par compassion pour le peuple palestinien mais pour renforcer sa position auprès des États de la région.

### **Libération de forces centrifuges**

Le désengagement militaire relatif de l'impérialisme américain hors du Moyen-Orient a libéré d'autres forces centrifuges : c'est ainsi que l'estocade finale au régime d'Al Assad en Syrie, déjà fragilisé à l'extrême par l'appui moindre que lui portaient ses deux alliés principaux (le Hezbollah laminé par Israël et la Russie accaparée par l'Ukraine), n'aurait sans doute pu être portée sans le soutien logistique de l'État turc d'Erdogan. La Turquie avait déjà procédé à une incursion militaire en Syrie en 2019 et annexé une partie du nord-ouest syrien sans consulter Washington au préalable : la décision de Trump de ne pas s'y opposer frontalement a encouragé Erdogan à pousser l'avantage.

La principale milice armée qui est venue à bout du régime d'Al Assad est Hayat Tahrir e Cham (HTS) : un des visages syriens les plus récents de l'hydre salafiste autrefois dominée par l'État Islamique ou le Front Al Nosra, changeant de nom et scissionnant au gré des parrainages du moment, et dont le chaos engendré par l'intervention américaine en Irak, en 2003, a été le berceau. Ainsi, jusqu'à son accession au pouvoir, HTS revendiquait... l'instauration d'un « califat régi par la charia ».

Certes, le nouveau « gouvernement syrien » cherche depuis à passer au travers des fourches caudines de l'impérialisme américain et à s'attirer les bonnes grâces de la « communauté internationale », en acceptant de constituer un gouvernement « inclusif »... tout en publiant une « déclaration constitutionnelle » qui accorde les pleins pouvoirs à son « président » al Charaa. Certes : un accord conclu sous les auspices de Washington organise l'intégration des combattants kurdes du FDS à l' « armée syrienne »... peu après le massacre par centaines de syriens membres de la communauté alaouite, accusés de soutenir l'ancien régime. Certes, le « gouvernement syrien » vient d'être adoubé par l'ectoplasme nommé ONU... où chaque État membre joue sa propre partition dans une cacophonie impuissante. Et HTS multiplie les engagements à respecter scrupuleusement les « frontières » dessinées par l'État sioniste, comme il s'est engagé à tenir les camps de réfugiés palestiniens de Syrie en coupe réglée.

Mais l'État sioniste joue sa propre partition : il a déployé ses troupes au sud du pays dès le premier jour de la chute de l'ancien régime, continue de faire pleuvoir les missiles sur la Syrie où et quand bon lui semble. Les récents affrontements entre miliciens du HTS et « combattants druzes » surviennent à pic pour « justifier » la poursuite de l'occupation sioniste, qui se pose en protecteur des Druzes. A ce jour, l'impérialisme américain appuie l'État sioniste en invoquant le sempiternel « droit d'Israël à se défendre » : fort de ce soutien inconditionnel, Netanyahu se contrefiche du chaos qui s'étend au-delà de ses frontières.

Trump a affirmé dès la chute du régime baathiste son souhait de ne pas intervenir davantage dans le « bordel syrien », mais le chaos dans lequel l'État sioniste fait basculer la région dessine la promesse d'une guerre sans fin, d'une véritable politique de « terre brûlée » que Washington devrait constamment soutenir.

### **Israël, principal allié de Washington, pousse l'avantage**

Le projet d'éradiquer le peuple palestinien et d'instaurer le « Grand Israël » est consubstantiel au sionisme. Il a toujours été affirmé par les principaux dirigeants de l'État sioniste, et des plans stratégiques détaillés dans ce sens sont mis en circulation à échéance régulière depuis

des décennies parmi ses officiers et ses responsables politiques. La raison pour laquelle ce projet est mis en œuvre actuellement s'explique par un fait : Israël s'impose plus que jamais comme le seul point d'appui solide, l'allié privilégié, de l'impérialisme américain, à l'heure de l'affrontement avec l'impérialisme chinois. Pour le pire et pour l'encore pire, l'État d'Israël incarne et institue le Talon de Fer impérialiste sur toute la région.

Parce que Washington a besoin de l'État sioniste, ce dernier pousse l'avantage au maximum. Et le soutien américain ne risque pas d'être démenti à court terme : le moindre échec ou camouflet pour l'État sioniste serait pour les masses de toute la région un appel d'air dont Washington ne veut à aucun prix. En outre, au-delà même des considérations rationnelles, tout l'appareil d'État américain est pétri de relations étroites avec les groupes d'influence sionistes.

Ce qui était vrai de l'administration Biden l'est plus encore de l'administration Trump. C'est Trump qui, dès le début de son premier mandat, s'est prononcé ostensiblement pour « un seul État », l'État sioniste, sur tout le territoire de Palestine. Pour sa réélection, le lobby pro-israélien AIPAC (*American Israel Public Affairs Committee*) a rompu avec sa tradition de fausse « neutralité » et a publiquement pris fait et cause pour Trump.

Le fait que l'impérialisme américain en soit quasiment réduit à apporter un soutien total et sans frein à l'État sioniste constitue en soi une expression aiguë de son affaiblissement politique et économique dans la région. Mais en l'absence de mobilisation des masses, des travailleurs et de la jeunesse de tous les pays contre la barbarie impérialiste à l'œuvre au Moyen-Orient, l'impérialisme américain continuera de se battre pour assurer sa prééminence avec les moyens dont il dispose : ceux de sa suprématie militaire.

La possibilité que le peuple palestinien subisse une défaite décisive et historique, voire soit exterminé, est une possibilité réelle, terrible, de la situation. Mais par nature, l'État colonial et raciste d'Israël ne sera jamais « normalisé » au Moyen-Orient. Son existence et son expansion sont l'assurance d'une guerre sans fin.

### **La seule perspective pour les masses de la région: la fédération socialiste du Moyen-Orient**

Affirmer que le projet sioniste est voué à l'échec, ou que les prétentions de Trump à instaurer la « pax americana » au Moyen-Orient sont voués à l'échec, n'a en soi rien de rassurant. Faute d'alternative politique et économique, c'est à une exacerbation sans fin de la barbarie qui sévit et s'étend depuis longtemps déjà que sont promises les masses - travailleurs, jeunes, peuples et minorités opprimés - de toute la région.

Faute de perspective et d'organisations, la mobilisation massive qui s'était exprimée au début de l'offensive génocidaire sioniste a reflué depuis longtemps dans la région (seul, en Afrique du Nord, le Maroc se distingue par une mobilisation massive contre la signature des « accords d'Abraham » par la monarchie). Encadrées par les camps militaires américains, réprimées par les dictatures, terrorisées par la poursuite du génocide et le sort fait au Liban et à la Syrie, les masses du Moyen-Orient ne peuvent aller plus loin qu'elles ne sont déjà allées dans l'expression de leur solidarité avec les masses palestiniennes.

Les « araberies » orchestrées sous l'égide de la répugnante monarchie saoudienne ne constituent pas à l'évidence des points d'appui. Tout le Moyen-Orient a été dessiné, toutes ses frontières ont été tracées par les puissances impérialistes au mépris des peuples qui le constituent ; tous les régimes qui le tiennent en tutelle sont parties prenantes de l'« ordre » impérialiste et dépendantes de lui.

Ni l'ONU, ni l'impérialisme chinois n'offriront le moindre point d'appui dans la lutte contre le génocide du peuple palestinien. Alors que l'État sioniste constitue aujourd'hui la clef de voûte de la barbarie qui ravage le Moyen-Orient, le « droit à l'existence d'Israël » est le maître-mot du prétendu « droit international ».

Si la perspective n'a jamais semblé plus lointaine, il est indispensable de l'affirmer : il n'y a pas d'issue favorable, progressiste pour les masses du Moyen-Orient sans remise en cause de l'État colonial, raciste et meurtrier d'Israël, pour la libération de toute la Palestine. Mais les conséquences délétères du génocide du peuple palestinien sur toute la région le montrent également : le combat pour la libération de la Palestine et le combat pour la libération des masses de toute la région, mettant à bas les dictatures soumises à l'impérialisme, ont partie liée : la fédération socialiste du Moyen-Orient est la seule perspective viable.

### **Inconditionnellement du côté du peuple palestinien, contre l'État d'Israël et ses soutiens impérialistes**

Parce que les masses du Moyen-Orient sont écrasées sous le Talon de Fer, la lutte contre le génocide du peuple palestinien et la barbarie impérialiste au Moyen-Orient se concentre au sein des métropoles impérialistes elles-mêmes.

Dans ces pays aussi, la mobilisation en soutien au peuple palestinien a reflué, en raison de la répression féroce qui s'exerce sous l'égide des gouvernements au service de la bourgeoisie, mais aussi et surtout du refus acharné des dirigeants des organisations ouvrières de reprendre ce combat à leur compte.

Aux États-Unis, pays décisif, Trump a veillé dès les premiers jours de son mandat à déchaîner une répression féroce contre les universités et la jeunesse étudiante mobilisées contre le génocide du peuple palestinien. Il ne s'y est pas trompé : cette mobilisation est historique, sans précédent. Le sort fait à Mahmoud Khalil, dirigeant de la mobilisation étudiante à Columbia, arrêté et déporté de façon « extra-judiciaire » selon des procédés qui rappellent ceux de la Gestapo, doit devenir un symbole pour les travailleurs et la jeunesse mobilisés de tous les pays.

En France aussi, comme dans toutes les métropoles impérialistes, la répression bat son plein. Alors que les gesticulations indignes de Macron au sujet d'une hypothétique reconnaissance d'un « état palestinien » ont immédiatement été saluées par le PS, le PCF et LFI, le gouvernement Macron-Bayrou-Retailleau s'affaire à interdire le collectif Urgence Palestine.

C'est aux organisations syndicales qu'il revient de défendre les libertés démocratiques, d'assurer pratiquement la défense du droit de manifester et de combattre contre le génocide du peuple palestinien, de dénoncer et de combattre la répression. Mais l'expérience de 20 mois de génocide le montre : les dirigeants traîtres de ces organisations ne prendront pas en charge ce combat d'eux-mêmes. Il doit leur être imposé.

La barbarie à l'œuvre au Moyen-Orient n'aura pas de fin autre que celle que lui imposera la lutte des classes. Les militants regroupés autour de *Combattre pour le socialisme* ne cesseront de mener le combat autour de ces mots d'ordre fondamentaux :

- Inconditionnellement du côté du peuple palestinien. Halte au génocide !
- Contre l'État colonial, raciste et meurtrier d'Israël
- Contre Trump, contre Macron et tous les soutiens de l'État sioniste
- Pour l'organisation du boycott d'Israël, à tous les niveaux, par le mouvement ouvrier